

Promouvoir la santé mentale, un enjeu de performance professionnelle et d'efficacité dans les opérations de paix. Tous concernés ! par Axel Augé – Octobre 2025

« Personne dans cette salle n'est à l'abri des maladies non transmissibles » lançait la Présidente Annalena Baerbock, en ouverture des discussions en marge de l'Assemblée générale, le [26 septembre 2025](#) à New York. Cet avertissement concerne plus encore les personnels militaires déployés sur des théâtres où la paix est menacée. Les opérations de maintien de la paix exposent habituellement les casques bleus à des situations paroxystiques de violence. Pour conduire leur mission et être résilient, l'accompagnement psychosocial de la famille est déterminant. Dans la rénovation des facteurs de génération des forces, les casques bleus de l'ONU poursuivent leur sensibilisation aux enjeux de santé mentale pour des mandats performants, abordés au sein des différents organes des Nations unies (voir notamment à ce sujet la note du Dr Axel Augé « [La prise en charge de la santé mentale dans les OP – Plaidoyer pour l'accompagnement psychosocial des personnels en mission](#) »).

Cette réunion de haut niveau portait sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (MNT) et la promotion de la santé mentale et du bien-être en marge du débat annuel de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU). Elle établissait le bilan des progrès accomplis sur ce thème. Elle rassemblait les représentants des États membres des Nations unies, les chefs de délégation d'organisations internationales, le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les représentants des bureaux techniques du Siège, les associations médicales, les chercheurs issus des laboratoires scientifiques, les organisations non gouvernementales (ONG), les partenaires du développement, les associations de la société civile et le secteur privé.

Elle était placé dans le cadre de la résolution votée en mars 2025 par l'AGNU [A/RES/79/273 \(2025\)](#) qui exhorte les États à agir pour améliorer la santé mentale. La France, a par exemple déjà inscrit la question de la santé mentale comme une priorité nationale. Cette réunion tenue en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, a permis de mobiliser la volonté politique et les énergies aux niveaux national, régional et international pour la promotion d'un meilleur vivre-ensemble dans une société où il est possible de dévoiler ses vulnérabilités sans risquer la réprobation. Les dirigeantes et dirigeants mondiaux ont massivement soutenu le texte de la première [déclaration politique mondiale des Nations unies](#) sur l'action intégrée contre les maladies non transmissibles (MNT) et en faveur de la santé mentale. D'ailleurs, participant à ce débat, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) rappelait combien les actions en faveur de la santé mentale dépendent de l'engagement, de la rapidité, d'une volonté politique et de l'ampleur des réponses apportées par les organisations engagées. Ce volontarisme politique et la prise de conscience de la communauté internationale contribuent à surmonter le mur de la stigmatisation sociale qui entoure le trouble mental, aussi bien dans la société civile qu'en milieu militaire au sein des personnels en uniforme déployés sur des théâtres partout où la paix est menacée.

En effet, la banalisation de la santé mentale passe par un nécessaire travail institutionnel accompli au plus haut niveau des organismes privés, étatiques, associatifs du secteur civil et militaire. Les acteurs de la socialisation collective comme l'école, les États, les organisations hospitalières et les associations doivent agir pour sensibiliser les communautés nationales. Pour ce faire, l'attention portée par les États membres sur cette cause, classée comme une des priorités de leurs politiques publiques,

améliore l'acceptation sociale des maladies psychiques. Ce travail atténue le sentiment individuel de pression entendue en entretien agissant comme un diktat : « *dans l'armée, si tu consultes un psy, tu es un faible !* ».

L'information vers la société accélère donc la prise de conscience de tous sur cet enjeu de santé collective. Une telle initiative décloisonne durablement les cœurs et les esprits de chacun et change les perceptions de tous, celles qui associent la pathologie mentale et les maladies non transmissibles (MNT) à des maladies marginales.

L'autre levier d'action en faveur d'une banalisation de la santé mentale repose sur l'éducation des jeunes. En sensibilisant la jeunesse au plus tôt, les États en charge d'éduquer et d'instruire préviennent la survenue, durant la vie adulte, de telles pathologies. Il est donc crucial d'éduquer à la santé mentale dès l'école à travers le témoignage de personnes elles-mêmes atteintes ou ayant vaincu le trouble psychique par une sensibilisation étendue à l'université, aux entreprises et aux collectivités locales. C'est une des conditions *sine qua none* de la déstigmatisation et d'un éveil des consciences.

La banalisation tient aussi au maillage relationnel autour de la personne atteinte de troubles psychiques pour la réhabiliter dans ses sphères sociales d'appartenance à travers les dimensions de la vie quotidienne comme l'emploi, le loisir, les relations sociales (famille, ami) afin de lui redonner estime de soi et reconnaissance par les autres. C'est notamment l'action des associations d'épouses de casques bleus en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou au Bénin qui œuvrent, en lien avec l'État, à l'accompagnement social des militaires de retour des missions de maintien de la paix où ils ont pu être exposé à d'importants niveaux de violence (voir à ce sujet la note du Dr Axel Augé « [Le soutien psychosocial des familles et la santé mentale des Casques bleus en opération : L'indispensable base arrière pour des mandats performants](#) »)

L'Organisation des Nations unies est mobilisée sur ce thème de haute importance. Les États membres sont engagés. Santé mentale, du civil et du personnel en uniforme des Nations unies, parlons-en.

[Dr Axel Augé](#) est sociologue à l'académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan et chercheur associé à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix.